

Les crédits

parlementaire pour les 50 générations à venir. On ne va pas repasser par là, tout de même. C'est primordial.

J'estime que nous contribuons à la résolution du problème parce que, après tout, la meilleure solution consiste peut-être à abolir le Sénat et à repartir à zéro. Tout le monde parle d'un Sénat élu, efficace et à représentation égale. C'est bien beau, mais, si l'on veut un Sénat élu, il faut qu'il ait du pouvoir. Et, d'où viendra ce pouvoir, si ce n'est de la Chambre des communes? On se retrouvera donc avec un système exigeant des mécanismes de freins et contrepoids. Du coup, nous aurons adopté le système américain.

Je ne sais pas d'où vous venez, mais je n'arrive pas à me faire à l'idée de laisser les sénateurs siéger à l'autre endroit et élaborer un tel concept de Sénat sans consulter les Canadiens et les Canadiennes. Nous ne ferons pas deux fois la même erreur. L'affaire du lac Meech devrait nous avoir servi de leçon.

La première question que le député a posée portait sur notre appel au Sénat de rejeter la TPS. En fait, nous avons pour politique et pour objectif de chercher à abolir le Sénat chaque fois que l'occasion se présente. Nous profitons de l'occasion, aujourd'hui, pour essayer d'amener le gouvernement à voter comme nous l'abolition du Sénat, mais le Sénat existe pour le moment. Il existe et il est à prédominance libérale. Les libéraux à la Chambre des communes se sont prononcés contre la TPS et ont voté contre le projet de loi. Comme les sénateurs libéraux sont membres du Parti libéral, ils doivent respecter ses politiques. C'est ce que nous vous mettons au défi de faire. Ce qui est plus important toutefois, c'est d'abolir le Sénat. Nous profitons donc de l'occasion qui nous offerte aujourd'hui.

Une voix: Préférez-vous vous débarrasser du Sénat ou de la TPS?

M. Rodriguez: Nous pourrions faire d'une pierre deux coups.

Une voix: Tous les Canadiens sont visés.

• (1830)

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madame la Présidente, tous les Canadiens ont entendu le NPD dire qu'il préférerait se débarrasser du Sénat plutôt que de la TPS.

J'ai une question supplémentaire à poser à notre collègue du NPD. Abstraction faite de l'Accord du lac Meech et de sa clause d'unanimité selon laquelle le Sénat ne peut être aboli sans le consentement de chacune des provinces, la position actuelle du NPD est d'enfreindre l'accord, même avant qu'il ne soit adopté par toutes les provinces, et d'abolir le Sénat quoi qu'il advienne. Ce sont les deux principes qu'il vient de formuler.

Premièrement, la nouvelle position du NPD, que son porte-parole officiel en la matière vient d'énoncer, c'est qu'il vaut mieux commencer par abolir le Sénat avant d'annuler la TPS. Deuxièmement, malgré l'unanimité exigée en vertu de l'Accord du lac Meech pour abolir le Sénat, le NPD veut le faire unilatéralement.

Je ne crois pas que mes collègues souscrivent à l'une ou l'autre de ces propositions.

M. Rodriguez: Je vais essayer de broser le tableau de la situation pour le bénéfice de mon collègue.

La première occasion qu'a eue le Sénat de se pencher sur la TPS a été le débat de deuxième lecture. Tout le monde sait que le débat de deuxième lecture est un débat de principe. Si je me souviens bien, ce sont les députés libéraux qui ont mené le bal à la deuxième lecture du projet de loi à la Chambre. Ils ont formellement contesté la TPS avec nous, lui assénant autant de coups que nous. Nous avons lutté ensemble contre la TPS à l'étape de la deuxième lecture parce nous étions convaincus que cette taxe était imparfaite. Les députés libéraux l'ont bel et bien qualifiée d'imparfaite.

Or donc, c'est à l'étape de la deuxième lecture que le Sénat a eu pour la première fois l'occasion d'examiner la TPS. Qu'est-il arrivé? Il a commencé à l'examiner à 11 h 30, et 15 minutes plus tard, le débat de deuxième lecture était terminé. L'autre endroit n'a tenu aucun débat de principe sur la TPS, qui est la taxe la plus catastrophique de toute l'histoire de notre pays.

Je répète ce que les libéraux ont dit à la Chambre. Ils ont envoyé un message aux Canadiens. Ils ont dit qu'ils approuvaient au fond le principe de cette taxe et qu'ils se contenteraient peut-être de la rafistoler ici et là. Ils ont donc dévoilé leur jeu, montrant qu'ils approuvaient en fait la TPS, qu'il s'agissait seulement de l'arranger un peu ici et là.

Ensuite et sans aucun doute, l'un des problèmes que pose la modification des institutions gouvernementales au Canada réside dans les conséquences constitutionnelles d'un tel changement. Certes, les Canadiens ont le